

Plan Trump : l'arnaque du siècle !



Ce devait être une conférence, c'est devenu un atelier économique : des chefs d'entreprises et de fonds d'investissement y côtoient les rares responsables politiques qui ont accepté de se compromettre dans cette mystification. Le plan de la Trump Company a été dévoilé : des mesures hors sol pour tenter de liquider une fois pour toutes les droits du peuple palestinien.

La vision de Trump de la reconnaissance des droits du peuple palestinien est simple et claire : tout doit disparaître. Depuis son arrivée au pouvoir, il s'est exprimé sur tous

les volets : feu vert à la colonisation, reconnaissance de l'annexion de Jérusalem, acceptation de l'occupation, préparation de l'annexion d'une partie de la Cisjordanie, enterrement de la question des réfugiés palestiniens : toutes les atteintes par Israël au droit international et au droit humanitaire sont validées par les USA. La loi du plus fort et le fait accompli en guise de règle.

Le cadre politique est donc posé. Pour y parvenir : le soi-disant « miracle économique ». Le mirage d'une société prospère et dynamique construite à coups de pétrodollars sur les ruines des droits du peuple palestinien.

Qu'attendent les écoliers palestiniens, sinon de pouvoir se rendre à l'école sans passer par les points de contrôle de l'occupation, sans vivre cette humiliation matin et soir, et sans craindre de trouver leur maison détruite au retour de l'école ou un père, une mère, un frère emprisonné ?

Que valent les discours néo-coloniaux d'un développement piloté de l'extérieur et de « protection de la propriété privée », comble du cynisme lorsque l'on sait que le vol par Israël des maisons, des terres et des ressources palestiniennes se poursuit depuis plus de 70 ans ?

Ce dont la Palestine et les Palestiniens ont besoin pour pouvoir vivre, travailler, développer leur société, c'est la fin de l'occupation de leur terre par Israël, la fin de la colonisation, la fin des politiques discriminatoires et bien évidemment la levée immédiate du blocus de Gaza. Le plan pour y parvenir passe par l'application des résolutions de l'ONU que les USA ont balayées d'un revers de manche pour plaire à leur allié israélien.

Mme Hanan Achraoui, conseillère de Mahmoud Abbas n'a pas déclaré autre chose : "Commencez par lever le siège de Gaza, par arrêter le vol par Israël de notre terre, de nos ressources et de notre argent, donnez-nous la liberté de mouvement et le contrôle sur nos frontières, notre espace aérien, nos eaux territoriales [...] et ensuite regardez-nous construire une économie dynamique et prospère en tant que peuple libre et souverain".

Aux côtés des Palestiniens, l'Association France Palestine Solidarité réaffirme qu'aucune solution ne pourra voir le jour sans un règlement politique basé sur le droit international et le droit à l'autodétermination des peuples. L'entreprise de liquidation de la question palestinienne menée par Donald Trump doit être dénoncée pour ce qu'elle est et la France doit prendre ses responsabilités en s'engageant enfin vers cette solution politique.

Laissons la conclusion à Dominique de Villepin : « On n'achète pas l'indépendance d'un peuple. On n'achète pas la dignité d'un peuple. Cinquante milliards pour fermer sa gueule et accepter d'être dépouillé de ses droits : c'est ignoble ! Ce plan est mort-né ».

Le Bureau national de l'AFPS

26 juin 2019